

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N°1265 le 29 janvier 2023

Dans ce numéro

Une dizaine de morts, dont un chef du groupe État islamique, lors d'un raid américain en Somalie...

(Page 2)

Selon les services de renseignement américains Kim Jong-un n'estimerait pas utile, pour le moment, un nouvel essai nucléaire...

(Page 3)

Accusés de corruption plusieurs hauts responsables ukrainiens démis de leurs fonctions...

(Page 4)

Le système opérationnel anti-drone sud-coréen déclenché plus d'une heure après l'incursion de drones nord-coréens...

(Page 5)

La Colombie a refusé de fournir à l'Ukraine des missiles de fabrication russes...

(Page 6)

Mise en garde du Canada sur de possibles cyberattaques lancées en représailles par des hackers prorusses...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

- Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Selon un général américain, il faut se préparer à une guerre avec la Chine dès 2025...

Les États-Unis doivent se préparer à une guerre avec la Chine dès 2025. C'est la prévision glaçante du général américain Michael Minihan dans une note interne dont l'authenticité a été confirmée par le Pentagone. Ce haut gradé de l'armée de l'air met en garde ses officiers contre un conflit à venir après les élections taïwanaises de 2024. Pékin a multiplié l'année dernière les exercices militaires autour de l'île qu'elle considère comme partie prenante de son territoire.

(Médi-1, le 28-01-2023)

Au moins dix morts lors d'une double attaque terroriste dans le centre du Burkina Faso...

Le Burkina Faso a été de nouveau endeuillé par le terrorisme. Une dizaine de civils ont perdu la vie hier dans une double attaque dans le centre du pays. Un bilan communiqué alors que Ouagadougou a demandé cette semaine le départ des forces françaises sous un mois.

(Médi-1, le 28-01-2023)

Une recrudescence du piratage informatique par des Russes et des Iraniens signalée par le Centre national de la cybersécurité du Royaume-Uni...

Au Royaume-Uni, une agence rattachée aux services de renseignement et de sécurité met en garde contre une recrudescence du piratage informatique par des Russes et des Iraniens. Sont en particulier visés des universitaires, des groupes de réflexion, mais aussi des journalistes, des responsables politiques ainsi que des ONG britanniques. Dans un communiqué le Centre national de la cybersécurité mentionne en particulier le groupe *Seaborgium* basé en Russie, et un autre groupe en Iran, *TA453* lié aux Gardiens de la révolution islamique. Mais les deux pays ne sont pas formellement accusés d'espionnage. Ils pratiquent le *Spear Phishing*, littéralement la pêche au harpon. C'est en réalité une technique sophistiquée pour soutirer les données confidentielles. Ces hackers créent de faux profils sur les réseaux sociaux afin de passer pour des experts respectés et d'entrer en contact avec des particuliers ou des organisations. Le but est de pouvoir envoyer un lien malveillant afin de compromettre les informations sensibles. Des comptes de députés euroseptiques avaient été piratés quand la Première ministre Theresa May essayait de trouver un accord de compromis sur le Brexit. D'après *Google* le groupe *Seaborgium* a visé aussi des instituts de recherche américains ainsi que les forces armées des pays en Europe orientale depuis l'invasion de l'Ukraine. Le Centre national de la cybersécurité recommande le recours à des mots de passe sûrs, à multiplier les procédures d'authentification et à rester vigilant sur les mails reçus pour réduire le risque de piratage.

(Radio Vatican, le 27-01-2023)

Au moins six morts après l'attaque du bureau du maire de Mogadiscio par des militants d'Al-Shabaab...

Nouvelle attaque meurtrière visant la capitale somalienne : au moins six civils ont péri hier dimanche dans une attaque des insurgés islamistes shabaab contre le bureau du maire de Mogadiscio. L'attaque a duré quatre heures, selon le porte-parole de la police. « Un kamikaze a déclenché une énorme explosion qui a endommagé les bâtiments près du complexe de bureaux suivie par une fusillade » a déclaré Sadik Dudishe. Il précise que tous les six assaillants ont été tués, cinq pendant la fusillade avec les forces de sécurité et un s'est fait exploser. Face à la presse, il a aussi déploré la mort de six civils. Tout le personnel du bureau du maire a été secouru, toujours selon la police. L'attaque a été revendiquée par le groupe islamiste radical des shabaab affilié à l'organisation djihadiste Al-Qaïda, au terme d'une semaine marquée par plusieurs attaques meurtrières des insurgés en Somalie. Les shabaab ont soutenu que leurs combattants se sont frayés un chemin à l'intérieur du bâtiment visé après avoir tué les gardes de sécurité.

(La voix de l'Amérique, le 23-01-2023)

Une dizaine de morts, dont un chef du groupe État islamique, lors d'un raid américain en Somalie...

Un chef du groupe État islamique identifié comme Bilal Al-Sudani et environ dix personnes liées à l'organisation terroriste, ont été tués mercredi dans un raid américain en Somalie, a fait savoir hier jeudi l'exécutif américain. Al-Sudani se chargeait d'encourager la présence croissante du groupe État islamique en Afrique, de financer ses opérations dans le monde y compris en Afghanistan, a commenté dans un communiqué le secrétaire à la Défense Lloyd Austin. Cette opération préparée depuis plusieurs mois n'a fait de victimes ni dans la population civile ni parmi les militaires américains. Le président Joe Biden a donné son feu vert à l'opération cette semaine après avoir consulté les plus hauts responsables de la défense et des services de renseignement, a indiqué une haute responsable de la Maison-Blanche.

(La voix de l'Amérique, le 27-01-2023)

Plusieurs dizaines de morts après l'explosion d'une bombe dans le centre du Nigeria...

Vingt-sept éleveurs ont été tués et plusieurs blessés ce mercredi dans l'explosion d'une bombe dans le centre du Nigeria une région en proie à des violences communautaires, selon la police. Plusieurs autres personnes ont été blessées et le bilan des morts pourrait grimper, a indiqué un responsable de la police de l'État de Nasarawa. Des experts de la police enquêtent sur l'origine de l'explosion. De son côté, un groupe représentant des éleveurs a affirmé que l'explosion venait d'une frappe de l'armée nigériane.

(La voix de l'Amérique, le 26-01-2023)

En RDC, au moins vingt-quatre morts dans une attaque revendiquée par le groupe État islamique...

Dans l'est de la République démocratique du Congo, vingt-quatre civils ont été tués hier et une dizaine d'autres, enlevés dans le territoire de Beni au Nord Kivu. Une attaque attribuée aux rebelles d'origine ougandaise ADF. Le groupe terroriste État islamique à qui les ADF ont fait allégeance depuis 2019, a revendiqué ce nouveau massacre un peu plus d'une semaine après avoir posé une bombe dans une église pentecôtiste de la région. Selon l'armée, les auteurs de l'attaque fuyaient les offensives des troupes congolaises et ougandaises lorsqu'ils ont surgi dans le village de Mukungwe autour de 21h30. Les assaillants étant visiblement plus nombreux, les quelque militaires sur place n'ont pas réussi à empêcher les tueries. Une attaque pour des raisons de survie, selon le porte-parole militaire dans la région. Hier soir l'armée était encore en opération dans le parc de Virunga où les assaillants se sont retranchés.

(Radio Vatican, le 24-01-2023)

Plusieurs blessés après l'explosion d'une bombe sur un marché du Nord Kivu, en République démocratique du Congo...

Au moins dix-sept personnes ont été blessées et admises dans des structures médicales ce mercredi soir après l'explosion d'une bombe dans le petit marché Macampagne du quartier Kalinda de Beni, dans l'est de la RDC, a déclaré Tharcisse Katembo chef de ce quartier populaire de Beni, province du

Nord Kivu.
(*La voix de l'Amérique, le 26-01-2023*)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Un nouveau satellite-espion mis en orbite par une fusée japonaise...

Une fusée japonaise transportant un satellite de collecte de renseignements a décollé depuis le centre spatial de Tanegashima, dans le département de Kagoshima, dans le sud-ouest du Japon. Le lancement a eu lieu à 10h50 jeudi. L'engin a largué des fusées auxiliaires et un moteur avant la mise en orbite du satellite autour de la Terre. Les satellites de collecte de renseignements capturent des images à des centaines de kilomètres au-dessus de la Terre, et permettent de surveiller des sites de lancement de missiles en Corée du Nord et d'évaluer l'ampleur des dégâts suite à une catastrophe naturelle. Le satellite lancé jeudi est un satellite radar. Capable de prendre des photos la nuit ou dans de mauvaises conditions météorologiques, il remplacera un satellite dont la durée de vie est arrivée à échéance. Selon le Bureau du renseignement du Cabinet, neuf satellites sont actuellement en service.

(*Radio Japon international, le 26-01-2023*)

Selon les services de renseignement américains Kim Jong-un n'estimerait pas utile, pour le moment, un nouvel essai nucléaire...

Les services de renseignement de Séoul et de Washington ont pu repérer des mouvements au nord du 38e parallèle laissant croire que P'yongyang préparait son 7e essai depuis le printemps 2022. Ils ont estimé que tout était désormais prêt et que Kim Jong-un n'avait plus qu'à se décider à le lancer. Mais le royaume ermite n'a toujours pas sauté le pas. Comment expliquer cela ? En fait, c'est parce que le Nord ne fait face à aucune urgence qui l'obligerait à respecter un délai artificiel. Ces propos ont été tenus par Sydney Seiler, chargé de la question nord-coréenne au National Intelligence Council (NIC), placé sous l'autorité du Bureau du directeur du renseignement national (DNI) des États-Unis. C'était lors d'un entretien organisé hier en visioconférence par le Centre américain pour les études stratégiques et internationales (CSIS). Seiler a précisé qu'il a tiré une telle conclusion à partir de l'analyse dite « 4D », qui étudie le développement et la démonstration de la capacité nucléaire ainsi que la diplomatie et le besoin domestique d'exhiber cette capacité. Selon l'officiel du renseignement américain, la Corée du Nord fixera la date en estimant à quel moment il sera nécessaire d'effectuer un nouveau test pour démontrer sa capacité de renforcer son développement nucléaire, quelles seront les retombées diplomatiques une fois l'essai effectué, et dans quelle mesure sa démarche sera efficace pour l'unité nationale au sein de ses habitants. En résumé, Sydney Seiler a dit que si le royaume ermite n'a pas encore lancé de nouvel essai nucléaire, c'est parce que son leader ne ressentait pas le besoin de le faire. Et d'ajouter que dès son nouveau test, la communauté internationale s'intéressera davantage au dossier nucléaire nord-coréen.

(*KBS World Radio, le 27-01-2023*)

Le président tchèque interrogé par les services de renseignement...

Le président Milos Zeman a été interrogé mercredi par des agents des services de renseignement (BIS), qui enquêtent sur des soupçons de divulgation d'informations classifiées. Citant trois sources proches du chef de l'État, le site de l'hebdomadaire *Denik N* rapporte que les inspecteurs ont entendu M. Zeman en raison de sa déclaration selon laquelle il avait reçu la visite, il y a plusieurs années, d'un officier civil du BIS qui lui aurait révélé que son entourage immédiat était sur écoute. Le BIS a refusé de commenter les révélations de l'hebdomadaire. Le président a évoqué la visite de l'agent du BIS dans une interview accordée au site d'informations *Blesk.cz* en août dernier. Il avait accusé le directeur du service, Michal Koudelka, d'avoir ordonné la mise sur écoute de personnes de son entourage proche, dont son conseiller économique Martin Nejedly.

(*Radio Prague international, le 27-01-2023*)

Visite en Israël du directeur de la Central Intelligence Agency (CIA)...

Le directeur de la CIA, l'agence de renseignement extérieure américaine, William Burns, est en visite en Israël et en Cisjordanie, son arrivée coïncidant avec une importante flambée de violence entre Israéliens et Palestiniens. La visite qui était prévue s'inscrit dans le cadre d'un effort diplomatique plus large des États-Unis. William Burns, qui est arrivé en Israël jeudi, a rencontré de hauts responsables israéliens, dont le chef du Mossad, David Barnea. Selon des sources proches du dossier, le chef de la

CIA a également rencontré le Premier ministre Benjamin Netanyahu. Dans le cadre de sa visite dans la région, William Burns a également tenu des entretiens en Égypte, notamment avec le président Al-Sissi. Sa visite fait partie d'une série de visites récentes de hauts responsables américains dans la région. La semaine dernière, le conseiller à la Sécurité nationale des États-Unis, Jake Sullivan, s'est rendu en Israël et la semaine prochaine ce sera au tour du secrétaire d'État américain Antony Blinken. Il y a deux semaines, William Burns a secrètement rencontré le président ukrainien Volodymyr Zelensky à Kiev. Le chef de l'agence de renseignement américaine et le président ukrainien ont discuté des futures actions militaires de la Russie en Ukraine. Les deux hommes ont également évoqué la poursuite de l'aide militaire américaine à l'Ukraine.

(I24News, le 27-01-2023)

... MILITAIRE ...

Accusés de corruption plusieurs hauts responsables ukrainiens démis de leurs fonctions...

Plusieurs hauts responsables ukrainiens ont annoncé mardi leur démission dans la foulée d'une affaire de corruption concernant des approvisionnements de l'armée, le premier scandale de cette ampleur depuis le début de l'offensive russe. Parmi les responsables qui ont démissionné figurent le vice-ministre de la Défense Viatcheslav Chapovalov, qui était en charge de l'appui logistique des forces armées, le chef adjoint de l'administration présidentielle Kyrylo Tymochenko et le procureur général adjoint Oleksiï Simonenko. Ces départs pourraient être suivis par une série d'autres, le président ukrainien Volodymyr Zelensky ayant annoncé lundi soir des décisions relatives au personnel concernant des cadres de différents niveaux dans les ministères et autres structures du gouvernement central, dans les régions et dans le système d'application de la loi. Si l'Ukraine était régulièrement secourue avant l'offensive russe par des scandales de corruption - un mal endémique dans le pays -, il s'agit de la première affaire à éclater depuis l'offensive russe lancée le 24 février 2022. Elle arrive au moment où Kiev réclame à ses alliés occidentaux, dont le soutien militaire et financier est crucial, des centaines de chars modernes et d'autres armements pour une nouvelle offensive sur le front. Dans son communiqué, le ministère de la Défense a assuré que les accusations dans cette affaire de prix gonflés, révélée par les médias ukrainiens, sont infondées, mais que le départ de M. Chapovalov permettra de préserver la confiance de la société et des partenaires internationaux ainsi que d'assurer l'objectivité des efforts pour faire la lumière sur cette affaire. Lundi, le ministre de la Défense Oleksiï Reznikov avait assuré que le scandale relevait d'une attaque informationnelle artificielle fondée sur un faux prétexte. Selon le site d'information *ZN.UA*, le ministère de la Défense a signé pour 2023 un contrat à un prix surévalué sur les produits alimentaires destinés à ses soldats. Ce contrat serait de 13 milliards de hryvnias (environ 324 millions d'euros), avec des prix établis deux à trois fois plus élevés que les tarifs actuels en vigueur pour les produits alimentaires de base. Autre démissionnaire, le chef adjoint de l'administration présidentielle Kyrylo Tymochenko, un des rares collaborateurs du président à travailler avec lui depuis son élection en 2019 et qui supervisait notamment des projets de reconstruction des installations endommagées par des frappes russes, a figuré dans plusieurs scandales pendant et avant l'offensive. D'autres limogeages avaient précédé les démissions de mardi en Ukraine, pays qui était classé à la 122e place sur 180 sur l'indice de perception de la corruption de l'ONG Transparency International en 2021. Dimanche, le ministre adjoint des Infrastructures Vassyl Lozinsky avait été arrêté, accusé d'avoir reçu un pot-de-vin de 400 000 dollars pour « faciliter » l'achat de générateurs à des prix gonflés, alors que le pays est confronté à de vastes coupures d'électricité suite aux frappes russes contre ses infrastructures énergétiques. Pavlo Galimon, le chef adjoint du parti présidentiel Serviteur du peuple, a lui été limogé lundi, sur fond d'accusations de corruption liée à l'achat d'une propriété à Kiev pour un montant supérieur à ses revenus déclarés. L'UE a fait des mesures anticorruption l'une des réformes clés devant être mise en œuvre par l'Ukraine si celle-ci souhaite accéder au statut de candidat à l'adhésion au bloc européen. Selon le *Think Tank* ukrainien Centre for Economic Strategy, le montant total de l'aide occidentale (financière, militaire, etc) à l'Ukraine pourrait atteindre au total 100 milliards de dollars en 2023, dont plus de 40 milliards uniquement pour ses forces armées.

(La voix de la Turquie, le 24-01-2023)

Pretoria annonce la prochaine tenue d'exercices militaires conjoints avec la Russie et la Chine...

L'Afrique du Sud va se joindre à des exercices militaires avec la Russie et la Chine. L'opération est prévue le mois prochain, selon Naledi Pandor la ministre sud-africaine des Affaires étrangères. Il est de

l'ordre naturel des choses de participer à de tels exercices militaires avec des amis. La chef de la diplomatie sud-africaine tenait ces propos lors d'une conférence de presse conjointe à Pretoria avec son homologue russe Sergueï Lavrov en visite dans le pays. Pays membres des BRICS, l'Afrique du Sud adopte une position neutre face à la guerre d'invasion de la Russie contre l'Ukraine, un conflit qui doit être résolu par la voie diplomatique, selon Naledi Pandor.
(*Deutsche Welle*, le 24-01-2023)

Mouvements militaires chinois autour de Taïwan durant le réveillon du Nouvel An...

Selon le ministère taïwanais de la Défense, dix avions et quatre navires militaires chinois ont été détectés autour de Taïwan entre samedi et dimanche, soit entre le réveillon et le Premier de l'an. Au total, vingt avions et douze navires chinois ont été observés aux alentours de Taïwan depuis le réveillon, en ce 3e jour de l'année du Lapin. Le ministère n'a pas indiqué précisément les zones où ces avions et navires ont été détectés, mais ils n'ont pénétré dans la Zone d'identification de défense aérienne (ADIZ) de Taïwan ni franchi la ligne médiane du détroit. Le ministère de la Défense a simplement précisé avoir dépêché des patrouilles aériennes et navales de combat et avoir activé le système de missiles de défense, afin de suivre les déplacements des avions militaires chinois.
(*Radio Taïwan international*, le 24-01-2023)

Le système opérationnel anti-drone sud-coréen déclenché plus d'une heure après l'incursion de drones nord-coréens...

Une nouvelle révélation sur l'infiltration de drones nord-coréens dans l'espace aérien sud-coréen, survenue en décembre dernier : À l'époque, l'armée de l'air sud-coréenne a été critiquée pour sa réaction tardive. En effet, le système opérationnel anti-drone, baptisé *Durumi*, a été déclenché 90 minutes après l'incursion de ces aéronefs sans pilote en provenance du voisin communiste. Or, il a été récemment révélé que ce retard était dû aux modalités de communication des informations interarmées. Le 26 décembre 2022, l'armée de terre du Pays du matin clair a détecté les drones nord-coréens pour la première fois à 10h19 du matin. Mais c'est une heure et demie plus tard que l'armée de l'air a déclenché l'alerte anti-drone *Durumi*. En effet, le partage de l'information s'est fait par le téléphone fixe, et non pas par le système de transmission à grande vitesse reliant toutes les troupes militaires du pays. Ce qui a empêché une réaction rapide et systémique. Et comble de malheur, l'armée de l'air a mis presque une heure pour identifier elle-même les aéronefs venus du pays communiste. Ses radars, incapables de détecter des engins volants de petite taille, ne sont d'ailleurs pas liés au système de radiodétection de l'armée de terre. Un député de la Commission parlementaire à la Défense a pointé du doigt le manque d'exercices, en rappelant que le téléphone fixe était un moyen de communication des années 1970. L'état-major interarmées (JCS) a reconnu que la réaction était insuffisante, mais s'est abstenu d'évoquer des mesures disciplinaires à l'égard des responsables. La commission en question se réunira aujourd'hui pour être briefée sur ce dossier.
(*KBS World Radio*, le 26-01-2023)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Le Maroc aurait offert plusieurs blindés T-72B à l'Ukraine...

L'armée marocaine aurait offert, il y a une semaine, un nombre non spécifié de chars T-72B à l'Ukraine. Selon le site *menadefense.net*, qui a publié l'information, une vingtaine de chars de cette livraison avaient été modernisés par l'entreprise tchèque Excalibur basée à Sterberk, dans l'est de la Tchéquie. Selon le site *i24news* cité par l'agence de presse tchèque CTK, le Maroc serait le premier pays africain à fournir des chars à l'Ukraine. En tout l'armée marocaine disposait d'environ 300 chars de type soviétique provenant de Biélorussie et achetés dans les années 1999-2000. La décision du Maroc de livrer du matériel militaire à l'Ukraine a été prise lors du sommet de Ramstein organisé en avril 2022 par les États-Unis.
(*Radio Prague international*, le 23-01-2023)

Vingt-neuf chars allemands Leopard devraient être livrés à la République tchèque dès le printemps...

Les 29 chars *Leopard* promis par l'Allemagne à la République tchèque et à la Slovaquie en compensation de leur aide pour armer l'Ukraine seront prêts à être livrés aux pays concernés au printemps, a fait savoir au magazine *Stern* Armin Papperger, directeur de la société d'armement allemande Rheinmetall. Récemment, ce dernier avait suscité l'incompréhension en déclarant qu'il

faudrait près d'un an pour préparer ces *Leopard* provenant des entrepôts du groupe. Selon lui, ses propos ont été mal compris. Cette aide du voisin allemand a été convenue début mai 2022 par le Premier ministre Petr Fiala et le chancelier Olaf Scholz. La Tchéquie doit encore acquérir auprès de l'Allemagne jusqu'à 50 chars *Leopard* modernes de type 2A7+.
(*Radio Prague international, le 24-01-2023*)

Un huitième obusier automoteur *Zuzana 2* de fabrication slovaque a été livré à l'Ukraine...

À la mi-janvier, l'Ukraine a pris livraison du huitième obusier automoteur *Zuzana 2* de fabrication slovaque. L'Ukraine serait intéressée par quatorze autres pièces d'obusiers *Zuzana 2*. Martina Koval Kakascikova, porte-parole du ministère slovaque de la Défense, l'a confirmé à la presse : « Nous sommes actuellement en phase de négociation, il n'est donc pas possible de donner plus de détails pour l'instant ». À la mi-janvier, l'Ukraine a reçu le huitième obusier automoteur *Zuzana 2* de fabrication slovaque. C'était le dernier des obusiers que la Slovaquie s'était engagée à livrer à l'Ukraine par l'intermédiaire de la société anonyme d'État Konstruktiva-Defence sur la base d'un contrat de vente commerciale.

(*Radio Slovaquie international, le 26-01-2023*)

La Colombie a refusé de fournir à l'Ukraine des missiles de fabrication russes...

Le président colombien, Gustavo Petro, a confirmé ce mercredi l'attachement de son gouvernement à la paix, un principe, a-t-il souligné, consacré dans la Constitution colombienne. « Au cours d'une conversation avec le général Laura Richardson et d'autres responsables nord-américains, on m'a dit qu'en raison de l'incapacité de la Colombie à maintenir des armes de fabrication russe en service actif, ils étaient prêts à le faire et à les envoyer à l'Ukraine » a déclaré Gustavo Petro, le 24 janvier à la question d'un journaliste de l'agence TASS. « Nous ne prenons parti pour personne. Nous sommes du côté de la paix. C'est pourquoi pas un seul équipement russe sur notre territoire, quel que soit son état technique, ne sera utilisé dans ce conflit » a souligné le chef d'État colombien. Laura Richardson, à la tête du Commandement sud des États-Unis, avait annoncé il y a quelques jours que Washington entendait fournir des équipements militaires à des pays d'Amérique latine, afin que ces derniers envoient du matériel russe à l'Ukraine.

(*Radio Havane Cuba, le 26-01-2023*)

Israël a refusé la demande américaine portant sur la fourniture à l'Ukraine d'anciens missiles antiaériens *Hawk*...

L'administration Biden a demandé à Israël d'anciens missiles antiaériens du modèle *Hawk* qui ont été mis hors service et qui se trouvent dans des entrepôts de Tsahal, afin de les transférer à l'Ukraine dans le but de renforcer leurs défenses contre les attaques de l'armée de l'air russe, ont déclaré mercredi de hauts responsables israéliens et américains proches du dossier au site *Walla*. Il s'agit d'une nouvelle tentative de l'administration américaine de convaincre le gouvernement israélien de transférer de l'aide militaire à l'Ukraine. Jusqu'à présent, Israël a refusé presque toutes les demandes américaines, craignant qu'une telle décision ne crée des tensions avec la Russie et ne nuise aux intérêts sécuritaires israéliens en Syrie. Les États-Unis eux-mêmes tentent actuellement de remettre à neuf les lanceurs et les intercepteurs du système *Hawk* qui sont en leur possession dans le but de les transférer à Kiev. « Il s'agit d'une stratégie américaine pour mettre la pression sur les Israéliens comme ils l'ont fait avec les Allemands avec le char *Leopard 2* afin que les Ukrainiens puissent repousser les Russes et gagner cette guerre. Mais la stratégie israélienne est formelle et consiste à ne pas transmettre des systèmes de défense actifs » a affirmé Matthias Inbar, spécialiste des questions sécuritaires à *I4NEWS*. Le chef de la division politique et de sécurité du ministère de la Défense, Dror Shalom, a signifié à ses homologues du département américain de la Défense qu'Israël n'avait pas changé sa politique consistant à ne pas livrer d'armes à l'Ukraine. Par ailleurs, selon Shalom, les missiles *Hawk* présents en Israël sont inutilisables et ne peuvent pas fonctionner car ils ont été stockés pendant de nombreuses années sans aucun entretien. Cependant, d'autres responsables contredisent cette affirmation en soutenant qu'ils pourraient être à nouveau opérationnels avec des rénovations.

(*I24News, le 26-01-2023*)

... CYBERESPACE ...

Une base de données des autorités antiterroristes américaines piratée par un hacker suisse...

Un hacker suisse a réussi à pénétrer un serveur contenant des milliers d'identités provenant de la base

de données des autorités antiterroristes américaines, ainsi que la liste noire des compagnies aériennes, où sont consignés les noms et coordonnées des passagers interdits de vol pour diverses raisons. Les médias américains indiquent qu'il s'agit d'un serveur de la compagnie aérienne United Express, filiale de United Airlines et que des renseignements sur près de 1 000 employés de la compagnie aérienne CommuteAir ont été exposés. Selon le hacker, la liste noire contient environ 1,5 million d'entrées, dont plusieurs fausses identités ou identités supposées, ainsi que des surnoms. Un certain nombre de noms connus figurent sur la liste, comme celui du marchand d'armes russe Viktor Bout, qui a récemment fait l'objet d'un échange de prisonniers avec la basketteuse Brittney Griner entre Américains et Russes. Pas moins de 16 surnoms sont adossés à son nom réel sur la liste. Des noms de membres de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) y sont également inscrits. Les médias révèlent qu'un grand nombre de noms sont ceux de personnes liées à des organisations terroristes et que la majorité sont à consonance arabe et moyen-orientale ou russe. « C'est tout simplement fou pour moi de voir à quel point la base de données des terroristes est importante et de voir la tendance claire que la plupart des noms sont arabe ou russe » a déclaré aux journalistes la pirate informatique connu sous le nom de Maia Arson Crimew, qui se considère comme une chercheuse en sécurité, a déjà été critiquée pour ses *hacks*. En 2021, elle avait été mise en examen pour complot, escroquerie et usurpation d'identité aggravée par la justice américaine. (I24News, le 24-01-2023)

Selon le FBI, des hackers nord-coréens auraient dérobé cent millions de dollars en cryptomonnaies...

Le Bureau d'investigation fédéral américain (FBI) a annoncé que des pirates nord-coréens sont à l'origine du vol de 100 millions de dollars de cryptomonnaies qui a eu lieu dans une entreprise blockchain américaine l'année dernière. Le FBI a affirmé dans un communiqué publié lundi que les groupes de hackers liés à P'yongyang, *Lazarus* et *APT38*, sont les auteurs du piratage survenu en juin dernier sur le pont Horizon de la firme blockchain Harmony. À l'époque, la société victime avait indiqué s'être fait dérober près de 100 millions de dollars de cryptomonnaies. Le régime de Kim Jong-un était déjà soupçonné d'être derrière ce vol. Selon les enquêteurs, les hackers ont blanchi le 13 janvier dernier environ 60 millions de dollars d'ethereum volés lors de ce braquage, via le protocole de transactions anonymes Railgun, et une partie du montant dérobé a été envoyée à des fournisseurs de services d'actifs virtuels et convertie en bitcoin. Le FBI estime que le royaume ermite utilise les fonds provenant des piratages de cryptomonnaies pour financer ses programmes de missiles balistiques et d'armes de destruction massive.

(KBS World radio, le 25-01-2023)

Des institutions sud-coréennes ciblées par des hackers chinois ...

Un groupe de hackers chinois a *cyberattaqué* douze institutions académiques sud-coréennes. Il a par ailleurs annoncé vouloir perpétrer les mêmes actes illégitimes contre 2 000 sites internet dont des organismes gouvernementaux ou des sociétés de presse. Sur la page d'accueil d'une institution académique apparaît une phrase « L'invasion de l'Internet sud-coréen est déclarée ». C'est un groupe de pirates informatiques chinois, appelé *Xiaoqiyiing*, qui avait averti de ces attaques au début du mois, avant de passer à l'acte lors des congés du Nouvel an lunaire, avec une méthode de défiguration des sites internet. Au total, douze institutions, dont l'Institut coréen de recherches sur les politiques de construction et la Société des études coréennes ont été l'objet de cette cyberattaque. Les noms ou les *emails* d'une partie de leurs utilisateurs ont été divulgués. Selon les experts, il s'agit d'un type de pirates qui veulent exhiber leurs compétences informatiques. En effet, Moon Jong-hyeon d'ESTsecurity, une entreprise spécialisée dans la sécurité informatique, a indiqué que les hackers avaient utilisé une technique loin d'être sophistiquée. De leur côté, les pirates prétendent avoir attaqué davantage de sites internet que les autorités n'en ont identifiés. Ils ont même affiché environ 2 000 adresses web, dont des organismes publics, comme prochaines cibles de leurs attaques. Le gouvernement reste aux aguets en collaboration avec l'Agence internet et sécurité de Corée (KISA). Il a demandé aux responsables de la sécurité informatique de redoubler leur vigilance pour contrer d'éventuelles cyberattaques.

(KBS World Radio, le 26-01-2023)

En République tchèque, des cyberattaques pourraient venir perturber le second tour des élections présidentielles...

L'administration et les institutions tchèques se préparent à une nouvelle vague de cyberattaques en lien

avec le second tour des élections présidentielles, selon le site d'information *Novinky.cz*. Lors du premier tour des élections qui s'est tenu il y a quinze jours, le groupe de hackers prorusse *No-name 057* avait piraté les sites web de plusieurs ministères ainsi que ceux de deux candidats à la présidence. Selon la société israélienne Check Point Software Technologies, il faut s'attendre à des attaques contre des cibles tchèques, qui vont s'intensifier dans les jours à venir. L'Office tchèque des statistiques se veut rassurant et estime que les hackers ne peuvent pas perturber le dépouillement des résultats des élections, car il a lieu en dehors des réseaux accessibles au public.
(*Radio Prague international, le 27-01-2023*)

Mise en garde du Canada sur de possibles cyberattaques lancées en représailles par des hackers prusses...

L'agence qui supervise la cybersécurité pour le gouvernement fédéral a appelé jeudi à un état de vigilance accru contre la menace de représailles de pirates informatiques prusses, quelques heures seulement après qu'Ottawa a promis de donner à l'Ukraine quatre chars de combat *Leopard 2 A4*. L'avertissement a été lancé lorsque *Killnet*, un groupe que le Canada et ses alliés considèrent comme un groupe de cybercriminalité aligné sur la Russie, s'est engagé à attaquer les pays qui soutiennent l'Ukraine. Un porte-parole du Centre de la sécurité des télécommunications (CST) a indiqué que l'agence est au courant des informations faisant état d'une augmentation du nombre de groupes pirates alignés sur l'État russe cherchant à compromettre ou à perturber les alliés de l'Ukraine, en réponse à leur soutien continu au gouvernement ukrainien. Le Centre canadien pour la cybersécurité, qui fait partie du CST, rappelle à la communauté canadienne de la cybersécurité, en particulier aux défenseurs des infrastructures critiques et des réseaux de l'industrie de la défense, d'adopter un état de vigilance accru et de renforcer leur sensibilisation et leur protection contre les cybermenaces malveillantes, a déclaré le porte-parole du CST, Evan Koronewski. M. Koronewski a souligné que, jusqu'à présent, le CST n'a constaté aucune augmentation des attaques contre le gouvernement du Canada.
(*Radio Canada international, le 27-01-2023*)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
12/14 rond-point des Champs Elysées - 75008 Paris
01 53 53 15 30